

L'ÉTAT ASPHYXIE

LES COMMUNES

ENSEMBLE POUR SAUVER

NOS SERVICES PUBLICS

SIGNONS la pétition

AGISSONS avec nos élus



EN
FANCE

Droit aux vacances

Cet été, 526 enfants de 4 à 15 ans ont été accueillis dans les cinq centres de vacances de la Ville, à Vaudeurs, Fulvy, La Tremblade, Megève et Duravel. Du beau temps pour tous en août, plus mitigé en juillet, pour pratiquer, selon le lieu, la baignade (pataugeoire, piscine, mer...), la voile, le surf, le vélo, le VTT, les randonnées, l'accro branches, la luge d'été, le rafting, le camping... Programme de vacances, pour résumer, à l'intention de nombreux enfants qui ne seraient peut-être pas partis sans l'engagement municipal. "En ces temps de difficultés financières pour les familles, et malgré les restrictions pesant sur les finances publiques, le choix municipal de conserver et faire vivre, tout au long de l'année, ses centres de vacances (séjours vacances et classes transplantées) affirme concrètement une valeur : l'enfance est une priorité et doit le rester" rappelle Jacqueline Belhomme, élue à l'enfance. Avec preuve budgétaire à l'appui : entre mise aux normes et travaux courants d'entretien, 811 000 euros ont été consacrés, de 1994 à 2009, au seul centre de Megève.



Jacqueline Belhomme, maire adjointe à l'enfance, avec les enfants de Fulvy.

OPI
NIONS

ESPACE OUVERT À

Majorité municipale, élus communistes, antilibéraux et citoyens

**La poste doit rester
un service public ! !**

À l'appel du comité national contre la privatisation de la poste dans toute la France et aussi à Malakoff à l'appel de Madame le Maire, de nombreuses associations ou organisations, la votation citoyenne du 3 octobre a connu un important succès. Les citoyens ont choisi : ils refusent la privatisation de la poste.

Le gouvernement doit abandonner la transformation de la poste d'établissement public en société anonyme. Le gouvernement voudrait nous faire croire que la poste resterait 100% publique

L'exemple de l'EDF- GDF et de France Telecom montre qu'à chaque fois le gouvernement a transformé des services publics en société anonyme, il a fait entrer des capitaux privés, avec comme logique le rendement, le versement de dividende, la cotation en bourse.

Rappelons-nous Nicolas Sarkozy en 2004, affirmant haut et fort qu'EDF GDF ne sera jamais privatisé. Aujourd'hui la fusion GDF suiez est réalisé !

France télécom a ouvert le bal des restructurations : l'état ne possède plus aujourd'hui que 27% du capital. La politique menée a failli conduire cette entreprise au bord du gouffre. Ce sont les usagers et les personnels qui en ont fait les frais : restructuration, chute des emplois, mobilité contrainte, souffrance au travail. Il a fallu le 23^{ème} suicide, en moins de deux ans, pour que la direction admette enfin le mal être de ses employés ! A la poste déjà on tente d'appliquer les mêmes critères de rentabilité : il est déjà prévu de supprimer 22 000 emplois en trois ans, de renforcer les agences commerciales (produits financiers), d'accélérer la fermeture de bureaux de poste.

En Europe la privatisation de la poste en Allemagne, en Suède, n'a entraîné qu'une baisse de la qualité du service public : augmentation des tarifs, suppression d'emploi, en raison d'une politique de spéculation financière. Le prix du timbre en Suède a subi une augmentation de 90 % depuis la privatisation et est le plus cher d'Europe.

La Poste est encore un des principaux services publics de proximité. C'est surtout un service ouvert à tous, qui garantit l'égalité d'accès et de tarification sur tout le territoire national et qui joue un rôle de lien social irremplaçable pour nos concitoyens, notamment les plus fragiles et les plus isolés.

Au lieu s'obstiner à faire adopter une loi qui mettrait à mal la poste, notre bien commun, le gouvernement doit organiser le débat pour que la poste se développe.

Non à la privatisation de la poste ! !

> *Didier Goutner,
Conseiller municipal
délégué à la prévention*



Conformément à la loi de 1881 le maire en sa

L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL

Les textes publiés engagent la seule responsabilité de leurs auteurs

Majorité municipale, élus socialistes

L'emploi

« Nous avons décidé au conseil communautaire du 25 juin de modifier les statuts de Sud de Seine. Nous avons ajouté l'Emploi et l'Insertion aux compétences de l'agglomération. Nous allons transférer au 1^{er} janvier 2010 la mission locale Archimède (pour les jeunes de 16 à 25 ans) et les services emploi des quatre villes, à Malakoff ce sera l'Amire. Ce dossier a été voté à l'unanimité. Les agents qui travaillent dans ces structures continueront à accueillir et à accompagner les usagers dans leurs démarches, dans les mêmes locaux. Alors pourquoi ce transfert ? L'agglomération avait transféré le développement économique qui joue un rôle majeur en favorisant l'implantation de nouvelles entreprises et en renforçant les liens avec les dirigeants des entreprises implantées sur notre territoire à travers de multiples rencontres. Sud de Seine offre aussi un accompagnement à la création d'entreprise. Ainsi, tout en gardant les acquis de chaque ville pour accompagner les demandeurs d'emplois, la dynamique de ce transfert permettra plus d'efficacité et de liens entre le développement économique et la recherche d'emploi. J'avais mené le projet d'une "maison de l'Emploi" qui ne s'est malheureusement pas réalisée. Depuis plusieurs mois, avec les élus et les services concernés de chaque ville, j'ai travaillé aux transferts de ces compétences tout en gardant leurs spécificités et leurs implantations locales. Le périmètre de la mission locale "Archimède" (Bagneux, Clamart et Malakoff) va s'agrandir avec l'arrivée de Fontenay-aux-Roses. Nous avons proposé à Châtillon et à Montrouge de profiter de ce changement par cohérence géographique, les élus socialistes de ces villes de droite ont déposé un vœu lors de leur Conseil municipal de juin « afin de renforcer l'efficacité de l'offre de service [...] et d'intervenir sur un bassin d'emploi cohérent ». Sans résultat à ce jour. En juillet 2009, le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi, fusion de l'ANPE et de l'Assedic, atteignait près de 4 millions. Selon le Bureau international du travail, le taux de chômage atteindra 10 % à la fin de l'année en France. Dans la même période, Martin Hirsh a mis en place le Revenu de solidarité active (RSA) qui a remplacé le Revenu minimum d'insertion (RMI). Il a aussi comme objectif de compléter les revenus du travail pour ceux qui en ont besoin. Objectif louable certes, encore faut-il que les moyens soient mis en place pour que les dossiers soient instruits et les demandeurs accompagnés dans leur démarche, clef de voûte du retour à l'emploi.

> Catherine Picard,
Maire adjointe à l'économie locale, l'emploi et la formation, le commerce, les bâtiments communaux, Conseillère communautaire Sud de Seine, déléguée à l'Emploi
cpicard@ville-malakoff.fr
PS Malakoff
42 avenue Pierre Larousse
Le samedi matin - 01 46 56 69 03
www.psmalakoff.net
www.catherinepicard.net



Opposition municipale, Nouveau Centre, UMP, Gauche Moderne et divers droite

Le choix de la concertation ?!

« Les impôts augmentent à Malakoff, vous l'avez tous constaté, mais également les cambriolages, en effet, les chiffres de janvier à août sont sans appel. L'évolution 2009 par rapport à 2008 marque une dramatique augmentation, la 2^{ème} la plus forte hausse du département, avec + 127,27 % !!! Dans ce contexte, toutes les communes des Hauts de Seine ne sont pas logées à la même enseigne, certaines collectivités enregistrent des baisses significatives comme - 63 %, pourquoi de telles disparités ? Un commissariat de plein exercice fait cruellement défaut. Rappelons que nous avons lancé une grande pétition il y a 6 ans et nous avons collecté près d'un millier de signatures. Nous demandions aussi la création d'une police municipale qui pouvait être largement subventionnée, mais hélas, la municipalité ne nous avait pas entendus. Il est peu probable qu'aujourd'hui les finances de la Ville puissent permettre une telle création. Il est d'ailleurs étonnant que la mairie, après avoir clamé pendant des années que la Ville était un exemple de bonne gestion, semble se trouver dans une bien fâcheuse posture financière. En cette période, il est souhaitable pour les Malakoffiots que la Municipalité associe le plus grand nombre possible de compétences. Ainsi, toutes les énergies pourront évaluer l'ampleur des difficultés financières et ensuite proposer des solutions alternatives aux élus de la majorité confrontés à ces difficultés budgétaires. Quant à notre action, Rama YADE nous avait fait l'amitié de venir nous soutenir lorsqu'elle était Ministre des Droits de l'Homme. Ce mois-ci, nous l'avons accueillie, en sa qualité de Ministre des Sports le 19 septembre dans une brasserie de Malakoff.

> Thierry Guilmart
Conseiller Municipal UMP
Nouveau Centre Gauche Moderne
109 rue Guy Moquet
tous les jeudis I 7h30-20h
Email : malakoffavenir@hotmail.fr



Opposition municipale, liste du MODEM

Développons le microcrédit à Malakoff

« Reconnaissons-le : en matière sociale, Malakoff est une mairie à l'écoute de ses habitants. Mais, il ne faudrait pas que la majorité municipale reste dans l'expectative face au ralentissement économique. Or, aucune initiative d'ampleur n'a été prise à ce jour par la municipalité pour en atténuer les effets. Lors d'un conseil municipal récent, nous avons suggéré plusieurs pistes – sans susciter la moindre réaction – : la création d'une pépinière d'entreprises et la piétonisation du centre-ville pour encourager le petit commerce. Parmi les autres initiatives à creuser, j'avais évoqué l'encouragement au microcrédit. Le microcrédit a acquis une grande notoriété avec l'attribution du prix Nobel de la paix 2006 à Muhammad Yunus : pratiqué dans les pays en développement, des communes françaises s'y essaient, qu'elles soient de gauche ou de droite. Citons, par exemple, la mairie de Paris (Parti Socialiste) et la commune de Meudon (Nouveau Centre), cette dernière venant de signer une convention avec le Crédit municipal de Paris. Le principe est simple. Il s'agit d'accorder un crédit de 300 € à 5 000 € au maximum, dès lors que le candidat au crédit, qui n'a pas accès aux circuits bancaires traditionnels, a un projet professionnel (créer une activité, financer une formation, devenir auto-entrepreneur...). Le partenariat entre Paris et la ville de Meudon pourrait servir d'exemple pour que Malakoff se lance dans un tel projet. En quelques mots, que faudrait-il faire ? D'abord, rencontrer les promoteurs du projet de Meudon pour l'adapter à la réalité malakoffiote, grâce à l'expertise et au soutien de notre communauté d'agglomération Sud de Seine. Faire délibérer le conseil municipal sur le sujet et prévoir d'affecter le produit des cessions immobilières au financement du microcrédit. Puis, mettre en place une communication auprès des publics potentiellement intéressés. Enfin, prévoir une mission de conseil pour aider les porteurs de projet, en impliquant l'AMIRE, l'organisme en charge de l'emploi à Malakoff... Sans oublier d'évaluer le dispositif, pour le corriger si besoin. Pour une mairie sociale comme Malakoff, un tel projet pourrait contribuer à stimuler l'activité économique au service des malakoffiots. En tant que conseiller municipal, au sens plein du terme, je serai prêt à contribuer pourquoi pas à ce type de projet, car l'intérêt économique local nous y appelle.

> Jean-Emmanuel Paillon
Conseiller municipal
Mail : jepaillon@hotmail.com
Blog :
www.democrates-malakoff.fr
Tel : 06 60 96 65 45

